

l'OLP — son dialogue avec les États-Unis et la reconnaissance par un grand nombre de pays de la Palestine fantôme de Yasser Arafat — se ralentit. M. Arafat déclare de plus en plus souvent qu'il est en train de perdre patience face à la médiation américaine. Entre-temps, dans les dix jours qui ont précédé le 29 août, quinze Palestiniens au moins ont été tués par les tirs de l'armée israélienne ; plusieurs autres sont morts dans les attaques désormais routinières perpétrées par des Palestiniens contre d'autres Palestiniens accusés de collaborer avec les Israéliens. Les sacrifices de l'*Intifada* se poursuivent, mais les gains ne sont plus ce qu'ils étaient.

*The Economist*, 2 septembre 1989.

#### JETER LES FONDATIONS D'UNE ÉCONOMIE PALESTINIENNE

Le soulèvement palestinien a commencé à produire des changements économiques à long terme tant dans les territoires occupés qu'en Israël.

Depuis le changement de la rébellion en décembre 1987, l'attention s'est focalisée sur les graves dommages économiques qu'elle a causés aux Palestiniens et sur la récession qu'elle a contribué à créer en Israël.

Toujours bien portant en sa seconde année, le soulèvement a également commencé à modifier la structure de l'économie palestinienne en la séparant de l'économie de l'État juif d'une manière que certains économistes estiment pouvoir être irréversible.

Dans de nombreux secteurs, l'*Intifada* est en train de changer ce que les Palestiniens produisent et le lieu où ils le vendent, et tous ne s'en portent pas plus mal. Certains deviennent même riches du fait de la révolte.

Bien que les experts israéliens tendent à minimiser les nouvelles activités qui se créent en Cisjordanie, ils s'accordent avec les militants palestiniens pour reconnaître

que ce renversement contribue à préparer le terrain, psychologiquement et matériellement, pour l'indépendance des territoires occupés.

« L'*Intifada* donne aux gens l'opportunité de se purifier sur le plan économique, de briser les liens avec Israël », dit Samir Hulaileh, un économiste et un militant actif de Cisjordanie qui est également membre du Groupe pour le développement économique, dirigé par des Palestiniens.

« Avant, certains hommes d'affaires auraient été hostiles à la création de deux États », poursuit-il. « Maintenant, ils ont des raisons économiques aussi bien que politiques de la soutenir. »

Dans l'ensemble, les revenus des familles et les activités économiques en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ont connu une baisse allant de 40 à 50 % l'année dernière par rapport à leur niveau de 1987, car les grèves, les manifestations et les restrictions imposées par Israël ont désorganisé tous les secteurs d'activité.

Mais les économistes palestiniens estiment que les territoires ont regagné près de 10 % de cette baisse en s'adaptant aux conditions nouvelles et en tirant profit du boycott palestinien des biens israéliens.

M. Hulaileh affirme que l'industrie du bâtiment a fonctionné à un rythme allant de 30 à 50 % de sa capacité, tandis que les principales exportations agricoles comme l'huile d'olive, les tomates ou les agrumes étaient gravement touchées. Dans le même temps, dit-il, il y a eu une grande augmentation de la production agricole à petite échelle destinée à la consommation locale.

Le nombre de poules pondeuses a triplé depuis 1987, jusqu'à atteindre 350 000, tandis que le nombre de vaches laitières a augmenté jusqu'à atteindre 14 000 têtes, au lieu de 10 500 avant l'*Intifada*. Il y a eu une augmentation similaire dans la production locale de céréales.

« En 1987, posséder une vache était une perte, car il revenait moins cher d'acheter du lait subventionné à la Thuva » (la compagnie

israélienne), affirme M. Hulaileh. « *Maintenant les gens ne veulent plus acheter de lait israélien et c'est pourquoi ils possèdent leur propre vache.* »

Des ajustements similaires se produisent dans beaucoup des 1 100 petites et moyennes usines opérant en Cisjordanie. Jusqu'à l'*Intifada*, beaucoup de petits ateliers de confection appartenant à des Palestiniens servaient de sous-traitants aux entreprises israéliennes qui tiraient avantage de leur main-d'œuvre bon marché et de la forte productivité de leurs ateliers. Maintenant, à Beit Sahour, la plupart des ateliers de confection arabes ont réduit la part de leur travail destinée à Israël et commencé à diversifier la production pour le marché local. Certains ont même entièrement abandonné leurs contrats avec Israël. « *Nous utilisons des couleurs moins voyantes et des ourlets plus longs* », déclare Amjad Jarayse, le directeur d'un atelier de confection de 50 employés à Beit Sahour, en désignant une rangée de nouveaux habits conçus pour le marché arabe de Cisjordanie. « *Nous avions l'habitude de travailler à 100 % pour Israël. Maintenant c'est 60 % pour Israël et 40 % pour les magasins locaux.* »

Comme beaucoup d'autres fabricants, M. Jarayse a opéré ce changement plus par nécessité que pour des principes politiques. Parce qu'il a rejoint d'autres commerçants locaux dans leur refus de payer les taxes israéliennes, il a éprouvé des difficultés à se rendre à Tel-Aviv pour ses rendez-vous et ses livraisons. Il a aussi pensé qu'il pourrait subir des pressions de la part des nationalistes locaux pour ne pas travailler pour Israël.

En dépit de sa production nouvelle pour le marché local, M. Jarayse déclare que sa production totale est en baisse de près d'un tiers. Cependant, il affirme vouloir augmenter sa production locale — et continuer à boycotter le service des taxes israéliennes. « *C'est maintenant un défi que de tenir* », dit-il. « *Jusqu'ici, nous avons été inébranlables, non que nous n'ayons pas eu peur, mais par principe.* »

Les économistes palestiniens offrent toute

une série d'autres exemples de passage d'une production dominée par Israël à une production orientée vers le marché local. A Hébron, la compagnie Al-Chark, une des plus grosses entreprises de Cisjordanie, s'est organisée de manière à éviter les licenciements en passant de l'exportation de cablages spécialisés au marché local de la clouterie et du fil de fer.

Une entreprise de Ramallah produit du Royal Crown Cola qui vient se substituer au Coca Cola embouteillé en Israël qui a entièrement disparu des territoires. Une autre commencera bientôt à distribuer du lait pasteurisé produit dans les fermes locales.

Les Palestiniens estiment que ces transformations économiques ont le double avantage de soutenir l'*Intifada* et de jeter les bases d'un développement économique indépendant d'Israël.

« *Beaucoup des activités domestiques qui se sont développées, comme élever des poulets, sont inefficaces et même contre-productives* », souligne M. Hulaileh. « *Mais elles servent à quelque chose car elles permettent aux familles de tenir pendant l'Intifada, lorsque les grèves et les pertes d'emploi en Israël font que chaque shekel est important. Nous devons être prêts économiquement pour le cas où l'Intifada devrait se poursuivre un long moment encore.* »

Dans le plus long terme, ajoute M. Hulaileh, la souveraineté palestinienne sur la Cisjordanie et la bande de Gaza signifierait la fin de l'intégration économique à Israël et la création de deux marchés séparés.

Les économistes insistent sur le fait que le processus de désengagement économique est bien amorcé tant en Israël qu'en Cisjordanie. Depuis le début de l'*Intifada*, les industries israéliennes, qui ont longtemps dépendu de la main-d'œuvre arabe des territoires, ont commencé à moderniser leurs installations et augmenter les salaires comme pour minimiser l'emploi des Arabes.

L'industrie israélienne du bâtiment, un des secteurs reposant le plus sur la main-d'œuvre bon marché importée, a accru la productivité de ses travailleurs de près de

30 % au cours des derniers 18 mois, inversant ainsi une tendance vieille de deux décennies.

En dépit de ces changements, certains experts palestiniens estiment que les territoires ne sont en aucun cas dans une position leur permettant de parvenir à l'indépendance économique.

« *Nous avons besoin d'une foule de projets* », déclare Kamal Hassouneh, PDG de la compagnie Al-Chark. « *Jusqu'ici, nous ne couvrons que 8 % de nos besoins et Israël fournissait les 92 % restant. Nous avons besoin de verre, de cuirs commerciaux, de fibre de verre, de plastique. Nous ne pouvons pas produire une batterie ou une radio ici, ni même les assembler.* »

Les experts israéliens minimisent également les aspirations des Palestiniens à l'indépendance économique, estimant que le passage à des importations de substitution dans le domaine alimentaire et celui de l'industrie légère est inefficace et destructeur.

« *S'il croient qu'ils peuvent se détacher de l'économie israélienne et poursuivre un développement indépendant, c'est prématuré et toute cette approche est puérile* », déclare Meron Benvenisti, un des meilleurs experts israéliens sur la Cisjordanie. « *Ce n'est pas du développement économique, c'est une économie mobilisée par des objectifs politiques.* »

Pourtant, M. Benvenisti reconnaît que la stratégie palestinienne produit des gains politiques significatifs. « *L'effet psychologique de l'effort accompli pour rendre l'économie indépendante d'Israël est extrêmement important* », déclare-t-il. « *L'effort est en lui-même admirable, et il constitue une pierre angulaire pour le futur. C'est un élément dans le processus de construction nationale palestinienne.* »

Jackson DIEHL  
*The Washington Post, IHT, 7 septembre 1989.*

## DÉSESPOIR A L'HÔTEL MIAMI

Lorsque Philip Adelman a quitté l'Union soviétique pour Israël, il y a deux mois, il

n'aurait jamais imaginé qu'il se retrouverait un jour laissé en rade dans un endroit appelé l'hôtel Miami, menaçant d'entamer une grève de la faim. « *Nous avons pleuré de joie lorsque l'avion s'est approché de Tel Aviv* », se souvient cet économiste arrivé avec sept membres de sa famille. « *Nous avons cru que ce serait comme un retour au foyer.* »

Adelman, 62 ans, s'attendait à un accueil chaleureux dans l'un des centres d'absorption d'Israël qui offrent des cours de langue, des conseils à l'emploi et une sorte de protection contre le choc culturel. Au lieu de cela, il s'est vu remettre 110 dollars, et il lui a été dit de se loger temporairement dans le lugubre hôtel Miami, un bâtiment de deux étages situé à Ashdod, à 22 miles au sud de Tel-Aviv. « *Ils m'ont dit que je ne serais ici que pour une semaine ou deux* », déclare-t-il incrédule, assis sur le porche d'entrée en compagnie d'une douzaine d'autres immigrants en colère. « *Mais comment pourrais-je obtenir un emploi ou me payer un appartement ?* » Sans argent et ne possédant que quelques bribes d'hébreu, Adelman désespère de pouvoir trouver une vie nouvelle en Terre sainte. « *Personne ne nous aide* », se lamente-t-il. « *Je n'ai pas écrit une seule lettre à mes amis en Russie. Je ne saurais pas quoi leur dire.* »

Les responsables israéliens préféreraient qu'il n'écrive pas. Le pays tente désespérément d'attirer une partie importante des dizaines de milliers de juifs soviétiques que l'on s'attend à voir profiter des nouvelles réglementations de Moscou et émigrer cette année. Moins de 10 % de ces émigrés aboutissent actuellement en Israël ; la plupart utilisent leurs visas israéliens pour quitter l'Union soviétique, puis ils débarquent d'avion à Vienne ou à Rome et se dirigent droit vers l'ambassade des États-Unis. Le flot de demandes a contraint les États-Unis à limiter le nombre de visas, encourageant du même coup les responsables de Jérusalem à prévoir que 50 000 juifs soviétiques opteront pour Israël au cours des 24 prochains mois. Le Premier ministre Yitzhak